



France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
Collectif Or de question, Nature Rights, Jeunesse Autochtone de Guyane (JAG)
Communiqué de presse commun
16 novembre 2018

Guyane. Ajustements superficiels du projet Montagne d'or : les opposants réaffirment leur rejet de la méga-mine

La décision a été publiée le 16 novembre. La compagnie Montagne d'or, responsable du méga projet de mine d'or à ciel ouvert en Guyane, annonce une série de modifications de ce projet, que les opposants Or de question, France Libertés, JAG et Nature Rights qualifient d'écran de fumée.

Modifications dérisoires du projet Montagne d'or : un écran de fumée

Un énième volte-face sur l'approvisionnement en énergie, quelques changements techniques sans réel impact, les *“modifications d'ampleur et des améliorations significatives”* annoncées sont un écran de fumée qui ne trompe personne. Le collectif Or de question, la JAG, France Libertés et Nature Rights prennent acte des déclarations faites par la compagnie Montagne d'or, et dénoncent des ajustements superficiels et dérisoires du projet de mine industrielle, qui n'ébranlent en rien leur opposition au projet.

La compagnie Montagne d'or annonce des modifications pour une *“meilleure insertion dans le territoire”*, en réalité il s'agit de mettre en place une production d'énergie sur le site, afin *“de ne pas affecter la sécurité d'approvisionnement en énergie des Guyanais”*. Une idée qui, contrairement à la volonté affichée par la multinationale de maximiser les retombées pour le territoire, ne profitera en rien à la population puisque le site sera alors autonome. Le collectif Or de question est particulièrement sceptique quant à la possibilité de produire 20 mégawatts grâce à l'énergie solaire, soit l'équivalent de la consommation de la ville de Cayenne, de manière continue et régulière. Ceci laisse redouter un emploi massif d'énergies fossiles pour assurer l'alimentation du site.

Aucune réponse apportée par la multinationale minière face aux dangers du projet

Augmenter la surface du bassin de déchets miniers afin de permettre l'abaissement de la hauteur des digues qui, au lieu de 60 mètres, serait réduite à 40 mètres (soit la hauteur d'un

immeuble de 14 étages) confirme les craintes initiales des opposants face aux risques de rupture de digues.

Toujours aucune réponse n'est apportée concernant les impacts sanitaires de la méga-industrie minière sur les populations et son environnement, qui demeurent une constante de ce projet mortifère. A savoir la gestion des 300 millions de tonnes de déchets miniers, le drainage minier acide des 200.000 tonnes de métaux lourds et toxiques, les 50 millions de tonnes résidus cyanurés, la consommation de 470.000 litres d'eau par heure, l'utilisation de 10 tonnes de cyanure et de 18 tonnes d'explosifs par jour...

"La liste des aberrations environnementales de ce projet est longue et les propositions de la compagnie Montagne d'or absolument dérisoires au regard des dangers", dénonce le collectif Or de Question.

L'opposition des peuples autochtones guyanais dénigrée

En affirmant *"privilégier les peuples autochtones à l'emploi"*, la compagnie Montagne d'or démontre qu'elle n'a absolument pas tenu compte de l'opposition des peuples autochtones à ce projet ! Les chefs coutumiers se sont prononcés à trois reprises contre la mine, sans jamais être entendus par les autorités locales et la compagnie Montagne d'or. La consultation des peuples autochtones sur tout projet les concernant est pourtant requise par les textes internationaux.

La mine industrielle à ciel ouvert est inacceptable au regard du caractère sacré du lieu pour les Amérindiens, une zone qui regorge de vestiges précolombiens, des sites à fossés aussi dénommés *"montagnes couronnées"*.

"S'ils veulent vraiment faire plaisir aux peuples autochtones, qu'ils s'en aillent", déclare Eleonore Johannes, membre du collectif des Premières nations.

Le mirage de la "mine responsable"

Les mines industrielles d'or sont encore aujourd'hui à l'origine d'impacts humains et environnementaux graves, souvent irréversibles. Les associations dénoncent le concept de "mine responsable" défendu par le gouvernement français et les entreprises impliquées dans le projet.

"La mine responsable est un mirage, un oxymore. Une mine responsable, ça n'existe pas ! On ne peut accepter de détruire une partie de l'exceptionnelle biodiversité guyanaise et prendre le risque d'accidents majeurs" décrie Marine Calmet, juriste de l'association Nature Rights.

"La Guyane peut et doit être le laboratoire français des emplois pour la biodiversité et non un nouveau territoire sacrifié à l'extractivisme et au mirage de la mine propre" souligne Marion Veber, porte-parole de France Libertés.

L'abandon définitif et immédiat du projet Montagne d'or

Le président Emmanuel Macron avait annoncé qu'une décision serait prise avant la fin de l'année quant au méga-projet. Au regard des propositions plus qu'insatisfaisantes de la compagnie Montagne d'or, et de la nécessaire cohérence des paroles et des actions politiques en matière de développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique, le Collectif Or de question, France Libertés, la JAG et Nature Rights demandent l'abandon définitif et immédiat du projet de mine d'or en Guyane.

Contact presse :

Camille Dechambre – chargée des relations presse à France Libertés

06 50 05 42 13 – camille.dechambre@france-libertes.fr